

**Politique étrangère - Effondrement
d'un viaduc à Gênes - Aquarius -
Attentat à la voiture-bélier à
Londres - Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec "France Info"
(Paris, 14 août 2018)**

Q - Bonsoir, Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

R - Bonsoir.

Q - Merci d'être avec nous sur France Info. Deux sujets dans l'actualité ce soir ; évidemment, on va parler de l'Aquarius dans un instant, mais d'abord ces images effroyables qui nous viennent de Gênes où un pont autoroutier s'est effondré, le bilan est lourd, on le disait, au moins une trentaine de morts et des dizaines de blessés. La France aussi est sous le choc devant cette catastrophe...

R - Oui, c'est une catastrophe épouvantable, cette tragédie du pont Morandi à Gênes qui va faire de nombreuses victimes, qui a déjà fait de nombreuses victimes, avec beaucoup de blessés. Les autorités italiennes savent que les autorités françaises sont disponibles pour apporter à l'Italie toute l'aide qui pourra être utile dans les opérations de secours. En tout cas, le Quai d'Orsay, notre ambassade à Rome et notre consulat général à Milan restent en contact permanent avec les autorités italiennes. À cette heure, aucune victime française n'a été identifiée, mais les opérations de secours sont toujours en cours, c'est un drame majeur et j'apporte tout mon soutien à la fois aux familles des victimes et aux autorités italiennes, le président de la République s'est lui-même exprimé sur ce sujet pour apporter le soutien et l'hommage de la France aux victimes.

Q - Donc pour l'instant, on ne sait pas s'il y a des victimes françaises dans cette catastrophe...

R - À cette heure, aucune victime n'a été identifiée. À cette heure, les opérations sont toujours en cours et nous sommes évidemment très, très vigilants, très en alerte sur le sujet.

Q - La France qui apporte son soutien à l'Italie, vous l'avez dit, cela veut dire que des secouristes français vont intervenir ?

R - Si c'est nécessaire, nous sommes disponibles. Pour l'instant, les autorités italiennes n'ont pas fait de demande, mais éventuellement, nous pourrions être disponibles pour le faire, s'ils le

demandaient.

Q - Jean-Yves Le Drian, on en vient au deuxième sujet qui est dans l'actualité ce soir, l'Aquarius et cette fin de crise en vue. Malte va finalement accueillir le navire, et ses réfugiés vont être répartis entre plusieurs pays européens...

R - Oui.

Q - C'est un accord qui a été difficile à trouver ?

R - C'est un accord qui, finalement, rend un peu son honneur à l'Europe, dans cette affaire. C'est un accord qui a été souhaité par Malte, à qui je pense il faut rendre hommage.

C'est un accord qui a été souhaité par la France Le président de la République, le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb et moi-même nous sommes beaucoup activés ces dernières heures pour obtenir une coopération européenne sur ce sujet.

C'est un accord qui montre que nous pouvons faire preuve de démonstration de solidarité concrète lorsqu'il y a une volonté commune. Ce n'est pas par des slogans que nous pouvons régler la crise migratoire, mais, lorsqu'il y a une crise humanitaire, on peut trouver des solutions pragmatiques et cela en est la démonstration et je m'en réjouis.

Ce n'est pas la première fois, il y a eu ce même type de réaction de coopération en Espagne, mais c'est la première fois que c'est aussi large, puisqu'il y a à la fois Malte, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, le Portugal, l'Espagne. Tous ces pays se sont mis ensemble pour trouver une solution digne à l'égard de ces réfugiés, et la France effectivement en accueillera 60, les autres pays accueilleront les autres migrants sur les 141 qui étaient sur l'Aquarius.

Q - Et si je résume la philosophie de cet accord, c'est : en cas de crise comme ça, on va vers le port le plus sûr et on répartit les réfugiés entre plusieurs pays européens. Est-ce que c'est une solution qui va devenir pérenne, ou c'est un... ?

R - D'abord, le principe de base, c'est d'éviter qu'il y ait des réfugiés, des migrants qui traversent, au risque de mort et de noyade, la Méditerranée. L'important, c'est de faire en sorte que le triptyque, qui a été décidé lors du Conseil européen fin juin, se mette en oeuvre avec efficacité, à la fois pour la protection de nos frontières, mais aussi pour l'aide que l'on peut apporter aux pays de départ et aux pays de transit, et aussi pour créer les moyens originaux, pragmatiques de régler les crises humanitaires comme celle que l'on constate là. Ne serait-ce que par le traitement en amont des demandeurs d'asile potentiels pour qu'ils évitent des traversées à risque.

Le but, c'est évidemment d'éviter ces migrations et de se trouver devant cette situation. Mais quand cette situation a lieu, il faut que nous puissions mettre en oeuvre un mécanisme

soutenable de sortie de crise humanitaire, et c'est l'objectif principal de la France. Il y aura une réunion du Conseil européen au mois de septembre et nous pensons que l'exemple que nous avons donné là - le port le plus proche et le plus sûr accueille, les pays européens qui souhaitent coopérer ensemble pour régler cette crise humanitaire participent -, c'est une bonne solution qu'il faut rendre pérenne, avec à la fois des centres contrôlés, et éventuellement des plateformes de débarquement contrôlées pour qu'il n'y ait pas le retour des drames en Méditerranée. Je pense que c'est un bon exemple de solidarité que ces pays ont montré en plein milieu de l'été...

Q - Donc cela veut dire qu'on n'aura plus, dans les semaines à venir, dans les mois à venir, des navires comme l'Aquarius, qui resteront coincés en pleine mer ?

R - Il faut surtout éviter qu'il y ait plus de candidats à l'Aquarius. C'est cela le principal objectif que nous avons, c'est de faire en sorte que, en Libye, sur les parcours qu'utilisent les migrants, il puisse y avoir des mécanismes de prévention qui soient mis en oeuvre et que ceux qui peuvent prétendre à l'asile, qui est un droit, puissent le faire et que ceux qui ne peuvent pas y prétendre puissent être accompagnés humanitairement dans leur pays d'origine, en relation avec les autorités de ces pays. C'est cela, les orientations de l'Union européenne ; encore faut-il les mettre en oeuvre maintenant concrètement, mais nous avons montré concrètement que cela pouvait marcher.

Q - Mais le sens de ma question, c'était : la prochaine fois qu'on se retrouve avec un bateau comme ça, le "logiciel", entre guillemets, est trouvé ? On a trouvé l'accord de base pour la prochaine fois ?

R - Mais ce n'est pas la première fois que cela a lieu. Très récemment déjà, à La Valette, déjà à Algésiras, déjà à Valence, ce type de partage de responsabilité a eu lieu. Ce qui est caractéristique, là, c'est que c'est la première fois que cette réponse est aussi collective et aussi coopérative, et finalement aussi rapide.

Q - Oui parce qu'il y a un mois, il avait quand même fallu attendre l'intervention de l'Espagne, c'était un peu chaotique...

R - Mais depuis cette date-là, cela s'est beaucoup amélioré, sans doute parce que la prise de conscience a eu lieu et sans doute aussi parce que le traitement humanitaire est considéré comme faisant partie d'un ensemble qui est la maîtrise des migrations. Nous devons répondre positivement aux demandeurs d'asile mais nous ne devons pas répondre nécessairement aux migrants économiques.

Il faut juguler les flux migratoires en menant les actions nécessaires que je viens d'évoquer, y compris d'ailleurs la poursuite des passeurs qui sont des criminels, il faut le redire très fortement, et qui jouent avec la misère des gens en les envoyant, parfois sans aucun scrupule, en Méditerranée éventuellement essayer de trouver un refuge sur un bateau qui passe.

Q - Jean-Yves Le Drian, est-ce que vous espérez convaincre aussi les pays qui ne sont pas

dans cet accord ? Je pense notamment à l'Italie et à certains pays de l'est de l'Europe qui clairement, eux, ne veulent pas accueillir de réfugiés ? Qu'est-ce que vous leur dites ce soir ?

R - Que la question migratoire ne peut pas être gérée par les Européens les uns contre les autres, et que la question migratoire concerne tout le monde, les uns et les autres s'en aperçoivent, et qu'elle ne peut être gérée que collectivement. Nous pensons que les pays de bonne volonté qui se sont manifestés là, peuvent entraîner derrière eux d'autres pays sur cette même logique.

Il faut trouver une logique pérenne sur l'accueil des réfugiés en situation dramatique au niveau humanitaire, mais, en même temps, mener les actions nécessaires pour réguler les migrations, parce que le principe de base, c'est qu'il n'y ait plus de migrations. Qu'il n'y ait plus ce type de risque évidemment.

Q - Un dernier mot, Jean-Yves Le Drian, sur l'actualité de ce matin et cette attaque à Londres, à la voiture-bélier, un homme a été arrêté, il est soupçonné de terrorisme ; l'Europe est endeuillée donc deux fois aujourd'hui...

R - Oui, il y a déjà eu ce type d'attentat malheureusement à Londres. Pour l'instant, il n'est pas vérifié que ce soit un attentat lié à l'islamisme fondamentaliste, mais il faut toujours être très précautionneux parce que le combat contre le terrorisme fondamentaliste n'est pas achevé. Ce n'est pas parce que Daech, en Syrie et en Irak, est en train de perdre que nous avons éliminé tout risque de terrorisme. La vigilance doit se maintenir partout, en attendant d'avoir les vérifications du côté de Londres sur les raisons de cet acte dramatique.

Q - Une attaque qui a fait deux blessés. Merci beaucoup, Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, d'être venu ce soir sur France info. Bonne soirée à vous./.